

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice et par le Ministre des Finances, le 4 octobre 1999, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un avant-projet de loi "modifiant certaines dispositions relatives à la nationalité belge", a donné le 8 octobre 1999 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 4 oktober 1999 door de Minister van Justitie en door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van een aantal bepalingen betreffende de Belgische nationaliteit", heeft op 8 oktober 1999 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre et le préambule s'expriment en ces termes :

- "- Overwegende dat het Regeerakkoord van 7 juli 1999 vermeldt dat dit voorontwerp van wet dient te worden ingediend onmiddellijk na het zomerreces;
- Overwegende dat het noodzakelijk is zo snel mogelijk de integratie van de vreemdelingen te bevorderen;
- Overwegende dat dit doel bereikt kan worden door de versoepeling van de toegangsvoorwaarden tot de verschillende procedures van verkrijging van de Belgische nationaliteit, en de vermindering van de termijnen van behandeling van de dossiers."

*

* *

Examen du projet

Dispositif

Article 1er

En tant que les articles 11 et 12 du projet apportent des modifications aux articles 569 et 628, 9°, du Code judiciaire se rapportant aux compétences matérielles et territoriales de juridictions, il convient, conformément à

.../...

l'article 77 de la Constitution, de les soumettre à la procédure bicamérale complète.

La même observation vaut pour l'article 2 du projet dans la mesure où il concerne la compétence du juge de paix et du tribunal de première instance.

L'article 1er en projet doit être adapté en conséquence.

Article 2

1. L'actuel Ministre de la Justice n'ayant pas encore pris position sur un avant-projet de loi "portant code de droit international privé" dont la section de législation du Conseil d'Etat a été saisie à la fin de la précédente législature, l'attention des auteurs du projet est attirée sur l'existence, dans ce code, de certaines dispositions relatives à la reconnaissance et à la mise à exécution de décisions judiciaires étrangères ainsi que d'actes authentiques étrangers.

Ces dispositions ne semblent pas envisager l'établissement d'un acte de notoriété lorsque la personne étrangère est dans l'impossibilité de fournir un acte authentique étranger.

Un tel acte de notoriété pourrait se trouver, le cas échéant, en porte-à-faux avec le contrôle des actes authentiques étrangers exercé à l'occasion de leur légalisation, la volonté des auteurs du code de droit international

.../...

privé en projet étant de renforcer d'une manière générale le contrôle des actes publics étrangers.

A ce propos, le projet à l'examen reste silencieux sur la légalisation éventuelle du document produit par l'autorité diplomatique ou consulaire du pays de naissance alors que l'acte de notoriété est, quant à lui, soumis au contrôle d'une juridiction belge.

En conséquence, le Conseil d'Etat invite les auteurs du projet à clarifier la cohérence des objectifs poursuivis par ces deux avant-projets de loi.

2. Afin d'éviter que l'acte de notoriété prévu par l'article 2 du projet ne puisse être utilisé à d'autres fins, il convient de compléter la disposition en projet en limitant expressément le recours à cet acte aux procédures d'acquisition de la nationalité belge (1).

3. Selon le paragraphe 2 en projet, l'acte de notoriété doit contenir une déclaration faite par deux témoins. Le Conseil d'Etat s'interroge sur la solution à adopter s'il n'est pas possible de trouver ces deux témoins.

(1) Ceci est par ailleurs confirmé par une jurisprudence constante (voir à ce propos Civ. Bruxelles 18 septembre 1996, Revue trimestrielle de droit familial, 1997, 89; Civ. Bruxelles 8 mai 1996, Pas., 1995, III, 91).

Selon l'exposé des motifs, le paragraphe 2 en projet reproduit intégralement les dispositions des articles 71 et 72 du Code civil. Cependant le texte en projet semble écarter l'hypothèse prévue par l'article 72bis.

Article 4

Dans la modification apportée à l'article 12bis, § 2, alinéa 2, il convient d'ajouter les mots "visées au paragraphe 1er" après les mots "conditions de base".

Article 8

La modification apportée à l'article 21, § 3, alinéa 5, du Code de la nationalité belge, a pour conséquence de lier le pouvoir d'appréciation de la Chambre des représentants lorsqu'une demande de naturalisation ne fait pas l'objet d'un avis négatif de la part du parquet.

Cette disposition du projet prévoit, en effet, qu' :

"En l'absence d'avis négatif du parquet dans un délai d'un mois, la Chambre des représentants accorde la naturalisation en séance plénière."

Aux termes de l'article 9 de la Constitution, "La naturalisation est accordée par le pouvoir législatif fédéral".

.../...

Dans son avis donné à propos du projet devenu la loi du 22 décembre 1998 modifiant le Code de la nationalité belge en ce qui concerne la procédure de naturalisation (1), la section de législation du Conseil d'Etat a déjà souligné que la naturalisation est

"... conçue comme une faveur qui peut être octroyée par l'Etat à un étranger, elle fait l'objet d'une appréciation discrétionnaire de la part des autorités publiques et ne saurait à cet égard faire l'objet d'une contestation devant les tribunaux (2). Elle ne doit comporter aucune motivation (3).

Par contre, il a toujours, jusqu'à présent, été considéré qu'à l'exception de la naturalisation, l'acquisition de la nationalité belge était, dans tous les autres cas, un droit réglé par la loi "civile", en vertu de l'article 8, alinéa 1er, de la Constitution.

L'acquisition de la nationalité belge par déclaration de nationalité ou d'option est soumise à diverses conditions, celles prévues aux articles 12bis, 13, 14 et 15 du Code de la nationalité belge.

(1) Avis n° L. 28.274/4 publié in doc. parl., Chambre, sess. 1997-1998, n° 1334/7.

(2) F. Delpérée, "Droit constitutionnel", tome I, Bruxelles, Larcier, 1980, p. 126. Voir dans le même sens, Ch.-L. Closset, "Traité de la nationalité en droit belge", Bruxelles, Larcier, 1993, p. 293; P. De Visscher, "Droit public", tome I, p. 130. Voir aussi C.A., arrêt n° 75/98 du 24 juin 1998, Moniteur belge du 7 juillet 1998.

(3) C.A., arrêt n° 61/96 du 7 novembre 1996, point B.12.1, Rec., p. 774.

Celui qui les remplit dispose d'un droit subjectif à l'acquisition de la nationalité belge (1).

En cas de contestation sur l'existence de ce droit, celle-ci est, dans l'état actuel de la législation, tranchée par les cours et tribunaux de l'ordre judiciaire.

Par contre, s'agissant de l'acquisition de la nationalité belge par naturalisation, le fait pour l'intéressé de remplir les conditions prévues à l'article 19 du Code de la nationalité belge, ne lui confère aucun droit; il appartient à la Chambre des représentants d'apprécier souverainement s'il y a lieu ou non de lui accorder la faveur sollicitée. Cette décision n'est pas susceptible de faire l'objet d'un contrôle de la part des cours et tribunaux de l'ordre judiciaire."

Dans son arrêt n° 75/98 du 24 juin 1998 (2), la Cour d'arbitrage s'est exprimée en des termes identiques :

"Le Constituant, en ne laissant pas à une autorité administrative la faculté d'accorder la naturalisation, mais en réservant cette faculté à un pouvoir législatif comportant des assemblées élues alors qu'il est exceptionnel qu'une décision purement individuelle relève exclusivement d'une telle autorité, a entendu marquer qu'il maintenait la conception traditionnelle selon laquelle l'obtention de la nationalité belge par la voie de la naturalisation n'est pas un droit mais résulte de l'exercice d'un pouvoir souverain d'appréciation. C'est d'ailleurs en conformité avec cette volonté du Constituant que le Code de la nationalité dispose en sorte que la réunion de certaines conditions soit nécessaire pour pouvoir demander la naturalisation mais non suffisante pour l'obtenir alors que le même

(1) A. Beirlaen, "Belgisch Staatsrecht", I, Bruges, Die Keure, 1988, p. 119; E. Sluys, "Het gerechtelijk toezicht op de nationaliteitskeuze", T.P.R., 1991, 1089.

(2) Point B.4, Rec., p. 935.

Code prévoit une série d'autres modes d'accès à la nationalité belge." (1).

En conséquence, en tant que la disposition en projet a notamment pour objectif de lier le pouvoir d'appréciation de la Chambre des représentants, elle méconnaît l'esprit de l'article 9 de la Constitution.

Accessoirement, il convient également de souligner qu'en vertu de l'article 60 de la Constitution, il n'appartient pas au législateur de régler la manière dont les assemblées doivent exprimer leurs décisions. Il revient au Constituant et aux règlements des Chambres (2) de fixer de telles dispositions.

Ainsi, en prévoyant que la Chambre des représentants accorde la naturalisation en séance plénière, les auteurs du projet méconnaissent également la Constitution.

Il ressort des explications du fonctionnaire délégué que dans la pratique il est rare que la Chambre des représentants refuse la naturalisation lorsque la demande n'a pas donné lieu à un avis négatif du procureur du Roi.

(1) Voir dans le même sens l'arrêt précité n° 61/96 du 7 novembre 1996.

(2) Voir à ce propos l'article 94 du Règlement de la Chambre des représentants de Belgique.

Dans le respect des articles constitutionnels précités, il est concevable que la Chambre des représentants fixe elle-même sa jurisprudence en ce sens (1).

C'est ce qu'elle a décidé dans un document adopté par la commission des naturalisations le 29 avril 1997 intitulé "Jurisprudence de la Commission des naturalisations" et annexé au rapport du 21 octobre 1998 fait au nom de la commission de la justice par M. Vandeurzen au sujet de différentes propositions de loi modifiant notamment le Code de la nationalité belge (2).

Pour tenir compte des articles 9 et 60 de la Constitution, il y a lieu de renoncer à la modification prévue par le projet et de maintenir le texte actuel du Code qui prévoit que la Chambre des représentants statue sur

-
- (1) Cependant, il ne faut pas perdre de vue que certains textes internationaux dont la Convention européenne sur la nationalité faite à Strasbourg le 6 novembre 1997, imposent aux Etats parties certaines obligations quant à la procédure d'acquisition de la nationalité.

Ainsi, les articles 10, 11 et 12 de cette Convention, qui n'est ni signée, ni ratifiée, prévoient notamment que les demandes d'acquisition de nationalité doivent être traitées dans un délai raisonnable, que les décisions accordant ou refusant la nationalité doivent être motivées et sont susceptibles de faire l'objet d'un recours administratif ou judiciaire.

Si la Belgique ratifie cette Convention, la Chambre des représentants devra nécessairement adapter son pouvoir d'appréciation à l'égard de ces obligations internationales et motiver ces décisions.

- (2) Doc. parl., Chambre, sess. 1997-1998, n° 1334/11, pp. 82 et 83.

.../...

l'octroi de la naturalisation selon les modalités déterminées dans son règlement.

Article 10

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas le sens exact des termes :

"Le dispositif de la décision définitive d'abrogation de l'avis négatif sur l'acquisition de la nationalité belge.".

Interrogé à ce propos, le fonctionnaire délégué a expliqué qu'il s'agit déjà d'une expression consacrée par l'article 12bis, § 4, alinéa 6, du Code.

Toutefois, comme en a convenu le fonctionnaire délégué, dans un souci de clarté, il est préférable de remplacer, tant dans l'article 25 que dans l'article 12bis, cette formulation par les termes "le dispositif de la décision définitive accordant la nationalité belge" .

Article 11

Outre l'observation formulée sous l'article 1er du projet, l'attention des auteurs du projet est attirée sur le fait que certaines lois consacrent le recours à des actes de notoriété, comme par exemple le Code électoral en son article 147bis, § 2, alinéa 3, actes dont il n'est pas sûr

.../...

qu'ils soient établis suivant la procédure consacrée par le projet.

Mieux vaut, dès lors, préciser qu'il s'agit des actes de notoriété établis en vertu des articles 71 et 72 du Code civil et de l'article 5 du Code de la nationalité belge.

Par ailleurs, l'article 569, alinéa 1er, du Code judiciaire comprend déjà un "31°" (inséré par la loi du 28 février 1999, article 2) et un "32°" (inséré par la loi du 23 mars 1999, article 4).

En conséquence, il convient d'insérer un "33°".

Article 12

Il est fait référence à l'observation formulée sous l'article 1er du projet.

Article 16

Mieux vaut remplacer dans l'article 26, § 9, en projet, le terme "souscrites" par le terme "faites".

Par ailleurs, au paragraphe 10 en projet, il convient de viser l'ensemble des dispositions du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe ayant trait aux naturalisations, c'est-à-dire les articles 238, 240, 240bis, 241 et 244.

Volgens artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief en in de aanhef aldus :

- "- Overwegende dat het Regeerakkoord van 7 juli 1999 vermeldt dat dit voorontwerp van wet dient te worden ingediend onmiddellijk na het zomerreces;
- Overwegende dat het noodzakelijk is zo snel mogelijk de integratie van de vreemdelingen te bevorderen;
- Overwegende dat dit doel bereikt kan worden door de versoepeling van de toegangsvoorwaarden tot de verschillende procedures van verkrijging van de Belgische nationaliteit, en de vermindering van de termijnen van behandeling van de dossiers."

*

*

*

Onderzoek van het ontwerp

Dispositief

Artikel 1

De artikelen 11 en 12 van het ontwerp dienen overeenkomstig artikel 77 van de Grondwet door de beide, gelijkelijk bevoegde wetgevende kamers te worden behandeld,

.../...

aangezien bij die artikelen wijzigingen worden aangebracht in de artikelen 569 en 628, 9°, van het Gerechtelijk Wetboek, welke verband houden met de bevoegdheid *ratione materiae* en de bevoegdheid *ratione loci* van rechtscolleges.

Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 2 van het ontwerp, doordat dit artikel betrekking heeft op de bevoegdheid van de vrederechter en van de rechtbank van eerste aanleg.

Het ontworpen artikel 1 behoort dienovereenkomstig te worden aangepast.

Artikel 2

1. Aangezien de huidige Minister van Justitie nog geen standpunt heeft ingenomen omtrent het voorontwerp van wet "houdende wetboek van internationaal privaatrecht", dat aan het eind van de vorige regeerperiode bij de afdeling wetgeving van de Raad van State aanhangig is gemaakt, wordt de aandacht van de stellers van het ontwerp gevestigd op het feit dat dit wetboek enkele bepalingen bevat betreffende de erkenning en de tenuitvoerlegging van buitenlandse gerechtelijke beslissingen en buitenlandse authentieke akten.

Die bepalingen lijken niet te voorzien in het opmaken van een akte van bekendheid wanneer de vreemdeling niet in staat is een buitenlandse authentieke akte over te leggen.

.../...

Zulk een akte van bekendheid zou in voorkomend geval echter moeilijk verenigbaar kunnen blijken met de controle die op de buitenlandse authentieke akten wordt uitgeoefend bij de legalisatie ervan, terwijl de stellers van het ontworpen wetboek van internationaal privaatrecht de controle op de buitenlandse openbare akten algemeen gezien willen versterken.

In dat verband bevat het onderzochte ontwerp geen bepaling betreffende de eventuele legalisatie van een document overgelegd door de diplomatieke of consulaire overheid van het geboorteland, terwijl de akte van bekendheid, harerzijds, door een Belgisch rechtscollege wordt gecontroleerd.

Bijgevolg verzoekt de Raad van State de stellers van het ontwerp de samenhang van de doelstellingen die door middel van die beide voorontwerpen van wet worden nagestreefd, beter tot uiting te doen komen.

2. Teneinde te voorkomen dat de akte van bekendheid waarin artikel 2 van het ontwerp voorziet voor andere doeleinden kan worden gebruikt, behoort het ontworpen artikel te worden aangevuld met een bepaling waarbij het gebruik van die akte uitdrukkelijk wordt beperkt tot de procedures voor het verkrijgen van de Belgische nationaliteit (1).

(1) Dat wordt overigens bevestigd door vaste rechtspraak (zie in dat verband Rb. Brussel 18 september 1996, *Revue trimestrielle de droit familial*, 1997, 89; Rb. Brussel, 8 mei 1996, *Pas.* 1995, III, 91).

3. Volgens de ontworpen paragraaf 2 moet de akte van bekendheid een verklaring van twee getuigen bevatten. De Raad van State vraagt zich af wat moet worden gedaan wanneer het onmogelijk is twee getuigen te vinden.

Volgens de memorie van toelichting wordt in de ontworpen paragraaf 2 het bepaalde in de artikelen 71 en 72 van het Burgerlijk Wetboek integraal overgenomen. De ontworpen tekst lijkt echter het in artikel 72bis bedoelde geval uit te sluiten.

Artikel 4

In de wijziging die wordt aangebracht in artikel 12bis, § 2, tweede lid, behoort in fine te worden geschreven : "... dient te omschrijven, of wanneer niet is voldaan aan bepaalde van de grondvoorwaarden, genoemd in paragraaf 1, die hij dient te vermelden.".

Artikel 8

De wijziging die wordt aangebracht in artikel 21, § 3, vijfde lid, van het Wetboek van de Belgische nationaliteit heeft tot gevolg dat de beoordelingsbevoegdheid van de Kamer van volksvertegenwoordigers gebonden is wanneer het parket geen negatief advies heeft uitgebracht over een naturalisatieaanvraag.

.../...

Die ontworpen bepaling luidt immers als volgt :

"Bij ontstentenis van een negatief advies van het parket binnen één maand, zal de Kamer van volksvertegenwoordigers de naturalisatie toekennen in plenaire zitting.".

Artikel 9 van de Grondwet luidt echter als volgt :

"Naturalisatie wordt verleend door de federale wetgevende macht.".

In het advies dat de afdeling wetgeving van de Raad van State heeft gegeven over een ontwerp dat de wet van 22 december 1998 tot wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit wat de naturalisatieprocedure betreft is geworden (1), heeft zij reeds op het volgende gewezen :

"De naturalisatie 'est conçue comme une faveur qui peut être octroyée par l'Etat à un étranger, elle fait l'objet d'une appréciation discrétionnaire de la part des autorités publiques et ne saurait à cet égard faire l'objet d'une contestation devant les tribunaux' (2).

(1) Advies nr. L. 28.274/4, bekendgemaakt in Gedr. St. Kamer, zitting 1997-1998, nr. 1334/7.

(2) F. Delpérée, "Droit constitutionnel", boekdeel I, Brussel, Larcier, 1980, blz. 126. Zie in dezelfde zin Ch.-L. Closset, "Traité de la nationalité en droit belge", Brussel, Larcier, 1993, blz. 293; P. De Visscher, "Droit public", boekdeel I, blz. 130. Zie eveneens Arbitragehof, arrest nr. 75/98 van 24 juni 1998, Belgisch Staatsblad, 7 juli 1998.

De beslissing tot naturalisatie dient geen enkele motivering te bevatten (1).

Tot nu toe heeft men daarentegen altijd aangenomen dat, met uitzondering van de naturalisatie, de verkrijging van de Belgische nationaliteit, in alle andere gevallen, een door de "burgerlijke" wet geregeld recht was, naar luid van artikel 8, eerste lid, van de Grondwet.

De verkrijging van de Belgische nationaliteit door nationaliteitsverklaring of door nationaliteitskeuze is onderworpen aan verschillende voorwaarden, die bepaald zijn in de artikelen 12bis, 13, 14 en 15 van het Wetboek van de Belgische nationaliteit.

De verkrijging van de Belgische nationaliteit is een subjectief recht voor wie die voorwaarden vervult (2).

Ingeval er betwisting rijst over het bestaan van dat recht, wordt die betwisting bij de huidige stand van de wetgeving beslecht door de hoven en rechtbanken van de rechterlijke orde.

Wanneer het daarentegen gaat om de verkrijging van de Belgische nationaliteit door naturalisatie, doet het vervullen van de in artikel 19 van het Wetboek van de Belgische nationaliteit bepaalde voorwaarden voor de belanghebbende geen enkel recht ontstaan; het komt aan de Kamer van volksvertegenwoordigers toe soeverein te beslissen of er grond is om de belanghebbende al dan niet de gevraagde gunst toe te staan. Die beslissing kan niet worden getoetst door de hoven en rechtbanken van de rechterlijke orde."

(1) Arbitragehof, arrest nr. 61/96 van 7 november 1996, punt B.12.1, Verz., blz. 774.

(2) A. Beirlaen, "Belgisch Staatsrecht", I, Brugge, Die Keure, 1988, blz. 119; E. Sluys, "Het gerechtelijk toezicht op de nationaliteitskeuze", T.P.R., 1991, 1089.

In arrest nr. 75/98 van 24 juni 1998 (1) heeft het Arbitragehof een soortgelijke uitspraak gedaan :

"Door de bevoegdheid om de naturalisatie te verlenen niet over te laten aan een administratieve overheid maar ze voor te behouden aan een wetgevende macht die uit verkozen vergaderingen bestaat, terwijl het uitzonderlijk is dat een louter individuele beslissing uitsluitend bij een dergelijke overheid berust, heeft de Grondwetgever willen aangeven dat hij de traditionele opvatting handhaafde volgens welke de verkrijging van de Belgische nationaliteit door naturalisatie geen recht is maar voortvloeit uit de uitoefening van een soevereine beoordelingsbevoegdheid. Het is overigens in overeenstemming met die wil van de Grondwetgever dat het Wetboek van de Belgische nationaliteit voorschrijft dat bepaalde voorwaarden moeten zijn vervuld om de naturalisatie te kunnen vragen, maar niet volstaan om ze te verkrijgen, terwijl hetzelfde Wetboek voorziet in verschillende wijzen van toegang tot de Belgische nationaliteit."(2).

Bijgevolg is de ontworpen bepaling in strijd met de geest van artikel 9 van de Grondwet, in zoverre ze er inzonderheid toe strekt de beoordelingsbevoegdheid van de Kamer van volksvertegenwoordigers te binden.

In bijkomende orde dient eveneens te worden onderstreept dat het krachtens artikel 60 van de Grondwet niet aan de wetgever toekomt te bepalen op welke wijze de vergaderingen hun beslissingen ter kennis moeten brengen. Zulke bepalingen dienen door de grondwetgever en in de reglementen van de Kamers (3) te worden vastgesteld.

(1) Punt B.4, Verz., blz. 935.

(2) Zie in dezelfde zin het voormelde arrest nr. 61/96 van 7 november 1996.

(3) Zie in dit verband artikel 94 van het reglement van de Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers.

Door aldus te bepalen dat de Kamer van volksvertegenwoordigers de naturalisatie in plenaire vergadering toekent, schenden de stellers van het ontwerp eveneens de Grondwet.

Uit de uitleg van de gemachtigde ambtenaar blijkt dat de Kamer van volksvertegenwoordigers in de praktijk zelden de naturalisatie weigert wanneer de procureur des Konings over de aanvraag geen negatief advies uitgebracht heeft.

Zonder aan de voormelde grondwetsartikelen afbreuk te doen, kan de Kamer van volksvertegenwoordigers zelf haar rechtspraak in die zin vaststellen (1) .

-
- (1) Er mag evenwel niet uit het oog verloren worden dat in bepaalde internationale verdragen, waaronder het Europees Verdrag inzake de nationaliteit, aangenomen te Straatsburg op 6 november 1997, aan de Lid-Staten bepaalde verplichtingen betreffende de procedure voor de verkrijging van de nationaliteit opgelegd worden.

Zo wordt in de artikelen 10, 11 en 12 van dat Verdrag, dat noch ondertekend, noch geratificeerd is, inzonderheid bepaald dat de verzoeken om verkrijging van de nationaliteit binnen een redelijke termijn behandeld dienen te worden, dat de beslissingen tot verlening of ontzegging van de nationaliteit met redenen omkleed moeten worden en dat die beslissingen aan een administratieve of rechterlijke toetsing kunnen worden onderworpen.

Indien België dat Verdrag ratificeert, zal de Kamer van volksvertegenwoordigers noodzakelijkerwijze haar beoordelingsbevoegdheid op grond van die internationale verplichtingen dienen aan te passen en haar beslissingen met redenen moeten omkleeden.

.../...

De beslissing die ze daartoe genomen heeft, is vervat in een door de commissie voor de naturalisaties op 29 april 1997 aangenomen document dat de titel "Rechtspraak van de commissie voor de naturalisaties" draagt en gevoegd is bij het door de heer Vandeurzen namens de commissie voor de Justitie op 21 oktober 1998 uitgebrachte verslag over verschillende wetsvoorstellen tot wijziging van onder meer het Wetboek van de Belgische nationaliteit (1).

Met inachtneming van de artikelen 9 en 60 van de Grondwet dient te worden afgezien van de wijziging waarin het ontwerp voorziet en dient de huidige tekst van het Wetboek te worden behouden, die bepaalt dat de Kamer van volksvertegenwoordigers over het verlenen van de naturalisatie beslist volgens de in haar reglement vastgelegde nadere regels.

Artikel 10

Het is de Raad van State niet duidelijk wat precies bedoeld wordt met

"Het beschikkend gedeelte van de onherroepelijke beslissing waarbij het negatieve advies inzake de verkrijging van de Belgische nationaliteit ... wordt opgeheven.".

(1) Gedr. St. Kamer, zitting 1997-1998, nr. 1334/11, blz. 82 en 83.

Hierover ondervraagd, heeft de gemachtigde ambtenaar gepreciseerd dat deze formulering reeds in artikel 12bis, § 4, zesde lid, van het Wetboek vastgelegd is.

De gemachtigde ambtenaar is het er evenwel mee eens dat het voor de duidelijkheid verkieslijk is die formulering zowel in artikel 25 als in artikel 12bis te vervangen door de woorden "het dispositief van de definitieve beslissing tot toekenning van de Belgische nationaliteit".

Artikel 11

Benevens de bij artikel 1 van het ontwerp gemaakte opmerking wordt de aandacht van de stellers van het ontwerp gevestigd op het feit dat het gebruik van akten van bekendheid vastgelegd is in bepaalde wetten, zoals bijvoorbeeld in artikel 147bis, § 2, derde lid, van het Kieswetboek, akten waarvan het niet zeker is dat ze volgens de in het ontwerp vastgelegde procedure opgemaakt zijn.

Het is dan ook beter aan te geven dat het gaat om de krachtens de artikelen 71 en 72 van het Burgerlijk Wetboek en artikel 5 van het Wetboek van de Belgische nationaliteit opgemaakte akten van bekendheid.

Verder bevat artikel 569, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek reeds een onderdeel 31° (ingevoegd bij de wet van 28 februari 1999, artikel 2) en een onderdeel 32° (ingevoegd bij de wet van 23 maart 1999, artikel 4).

Bijgevolg dient een onderdeel 33° te worden ingevoegd.

.../...

Artikel 12

Er wordt verwezen naar de bij artikel 1 van het ontwerp gemaakte opmerking.

Artikel 16

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 26, § 9, vervange men het woord "souscrites" door het woord "faites".

In de ontworpen paragraaf 10 dient bovendien te worden verwezen naar alle bepalingen van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten die betrekking hebben op de naturalisaties, namelijk de artikelen 238, 240, 240bis, 241 en 244.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

conseiller d'Etat, président,
staatsraad, voorzitter,

P. LIENARDY,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame
Mevrouw

B. VIGNERON,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par
Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La
note du Bureau de coordination a
été rédigée et exposée par
M. P. BROUWERS, référendaire.

Het verslag werd uitgebracht
door Mevr. P. VANDERNACHT,
auditeur. De nota van het Coör-
dinatiebureau werd opgesteld en
toegelicht door de H. P. BROUWERS,
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néer-
landaise a été vérifiée sous le
contrôle de M. P. LIENARDY.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst werd
nagezien onder toezicht van de H.
P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS